



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception 2024/101516/15102024118-DE

076-267600450-20241015-15102024118-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 22/10/2024

Publication : 22/10/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 15 octobre 2024 à 15h34 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Katherine COEUFF, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Annick LAMBARD, Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame Zohra AMIMI ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur Jean DE BEIR ayant donné pouvoir à Monsieur Jean-Pierre TRÉDET,
Madame MARCASSIN Marie-Françoise ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE

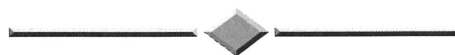
Étaient excusées :

Madame Béatrice BOCHET, Madame Amèle MANSOURI, Madame Mireille VACHE-PICAT

Secrétaire de séance :

Madame Vanessa RAPITEAU, Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 8 octobre 2024



DÉLIBÉRATIONS

19 BUDGET PRIMITIF 2025 - BUDGET PRESTATAIRE

MESDAMES, MESSIEURS,

Les Établissements et Services Sociaux et Médico-Sociaux (E.S.M.S.) gérés sous la nomenclature M22 par les C.C.A.S. doivent présenter le suivi de leurs dépenses et recettes dans un budget annexe distinct de celui du C.C.A.S.

L'article L.315-15 prévoit que les E.S.M.S. doivent voter le budget de l'année par le Conseil d'Administration et le transmettre aux autorités tarifaires au plus tard le 31 octobre précédant l'exercice auquel il se rapporte.

Il est par conséquent proposé au Conseil d'Administration du C.C.A.S. d'examiner le projet de budget primitif du budget Prestataire pour l'exercice 2025, isolant l'activité d'aide à domicile des Résidences autonomie.

Les chiffres comparatifs sont présentés par rapport au Budget Primitif 2024.

Fonctionnement : 513 785 € soit +80 110 €

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 225 € soit +16 789 €

Les aides du Département (212,4 K€) comprennent l'A.P.A. (Allocation Personnalisée d'Autonomie) et la P.C.H. (Prestation de Compensation du Handicap).

Les recettes de facturation aux résidents des heures d'aide à domicile représentent 118 K€, la facturation aux autres caisses 6,7 K€ (CARSAT, CNRACL, Mutuelles).

L'évolution de l'activité globale du service est positive : De 12 800 heures prévues au Budget Primitif (BP) 2023, puis 13 932 au BP 2024, 14 350 heures d'aide à domicile sont prévues au BP 2025, soit une évolution de +12,1% en 3 années.

Le tarif de l'heure d'aide à domicile pris en compte dans le BP 2025 est le tarif plancher 2024 de 23,50 €. A ce jour, les perspectives d'évolutions du tarif plancher en 2025 restent inconnues.

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 174 560 € soit +63 321 €

L'évolution positive de l'activité d'aide à domicile ne couvre que partiellement les nouvelles dépenses de personnel et les revalorisations salariales successives constatées lors des deux derniers exercices.

La subvention d'équilibre du C.C.A.S. au budget Prestataire est augmentée de 65,3 K€ dans le projet de BP 2025, pour atteindre 144,8 K€.

DÉLIBÉRATIONS

Chapitre 019 « Produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables » : 2 000 € (inchangé)

Il s'agit d'une opération d'ordre correspondant à l'amortissement d'une subvention d'investissement reçue sur un exercice antérieur (virement de la section d'investissement).

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 € (inchangé)

Les charges à caractère général se limitent à des frais de mission (1K€), et divers achats (0,1K€). Ces dépenses restent stables.

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 487 190 € soit +78 510 €

Les charges de personnel représentent près de 95 % du budget Prestataire. Celles-ci se décomposent en trois blocs :

- Les traitements et charges du personnel : d'un montant prévisionnel de 399,3 K€ inscrit au BP 2024, elles passent à 468,8 K€ au BP 2025 (soit +17,4%) en raison de la nouvelle ventilation financière dans agents dans le système d'information des ressources humaines (S.I.R.H.).
 - Cette prévision tient compte du Glissement Vieillesse-Technicité (G.V.T.), des bonifications et des changements d'échelons, et également des effets des revalorisations salariales passées sur l'exercice 2025.
- Les autres charges de personnel, qui comprennent l'achat des tickets restaurant (7 K€), les prestations d'analyses de pratiques professionnelles et de supervision (3,5 K€) et des frais de médecine du travail (0,2 K€).
- Les honoraires du cabinet d'audit qui réalisera l'évaluation externe du service en 2025 : 7,65 K€.

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 20 090 € soit -360 €

Les charges de structure se composent de :

- La maintenance du matériel de blanchisserie et la maintenance informatique (5,2 K€) ;
- L'assurance statutaire du personnel (13,2 K€) ;
- De charges de gestion courante pour 1,7 K€.

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 5 405 € soit +1 960 €

Les dotations aux amortissements des immobilisations sont revues à la hausse en raison des acquisitions de biens immobilisés constatées sur les exercices antérieurs.

DÉLIBÉRATIONS

Investissement : 5 405 € soit +1 960 €

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 405 € soit +1 960 €
Amortissement des matériels immobilisés (virement de la section de fonctionnement).

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 2 000 € (inchangé)
Dotations aux amortissements pour une subvention d'investissement reçue sur un exercice antérieur.

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 3 405 € soit +1 960 €
Acquisition de matériels de blanchisserie.

Ledit budget est annexé au présent projet de délibération.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment l'article L.315-15,

VU l'Instruction budgétaire et comptable M22,

CONSIDÉRANT le budget primitif 2025 présenté ci-dessus,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES, adopte le budget primitif du budget Prestataire pour l'exercice 2025, ainsi qu'il suit :

Fonctionnement :

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes à 513 785 €.

Recettes :

Chapitre 017 « Produits de la tarification » : 337 225 €

Chapitre 018 « Autres produits d'exploitation » : 174 560 €

Chapitre 019 « Produits financiers, produits exceptionnels et produits non encaissables » : 2 000 €

Dépenses :

Chapitre 011 « Charges à caractère général » : 1 100 €

Chapitre 012 « Charges de personnel » : 487 190 €

Chapitre 016 « dépenses afférentes à la structure » : 20 090 €

Chapitre 016 « dépenses d'ordre » : 5 405 €

Investissement :

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes à 5 405 €.

DÉLIBÉRATIONS

Recettes :

Chapitre 28 « Amortissements des immobilisations » : 5 405 €

Dépenses :

Chapitre 13 « Subventions d'investissement » : 2 000 €

Chapitre 21 « Immobilisations corporelles » : 3 405 €

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.

POUR EXTRAIT CONFORME,
Pour le Président et par délégation



Vanessa RAPITEAU
Directrice du C.C.A.S. de Rouen

Madame la Directrice du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.